

Bruxelles, le 7 mai 2021

A l'attention de
Madame Sophie WILMES, Vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères
Madame Meryame KITIR, ministre de la Coopération au développement

Concerne : Répression brutale des manifestations en Colombie

Madame la Vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères,

Madame la ministre de la Coopération au développement,

La Centrale Générale FGTB, la FGTB fédérale, la FGTB-HORVAL, IFSI-ISVI, FOS, Solsoc, Vlaams ABVV, aux côtés de leurs organisations partenaires colombiennes, souhaitent exprimer leurs vives préoccupations face à l'usage disproportionné de la force et aux répressions subies actuellement par les manifestant·e·s colombien·ne·s.

Depuis le 28 avril dernier, journée de grève nationale contre le projet de réforme fiscale du gouvernement d'Ivan Duque, des manifestations d'ampleur ont lieu en Colombie. Malgré le retrait du projet de loi suite aux soulèvements populaires, les revendications des citoyen·ne·s adressées au gouvernement se poursuivent, dénonçant la grave crise sociale, économique et politique que traverse le pays, aggravée par la pandémie de Covid-19 et sa mauvaise gestion. Les Colombien·ne·s mobilisé·e·s demandent le respect des accords de paix, un meilleur accès à la santé et à l'éducation, la mise en place d'un revenu de base pour répondre aux besoins des nombreuses familles touchées par la crise.

Ces mobilisations pacifiques sont durement réprimées. Entre le 28/04 et le 05/05, les organisations Temblores et Indepaz ont répertorié 1708 cas de violences policières, 831 détentions arbitraires, 37 assassinats de manifestant·e·s par les forces de l'ordre, plus de 87 personnes disparues et 10 agressions sexuelles perpétrées par les forces publiques sur des femmes dans un objectif d'intimidation.

Aux côtés de leurs organisations partenaires du programme commun « Travail décent » en Colombie, ACASA, ASOLABORALES, ATI, COISO, COMITE SALSA, CUT, FENSUAGRO, IPC, RENAF, SINALTRAINAL, SINTRACATORCE, SINTRAIMAGRA, TIERRA Y PAZ, USO et USTIAM, les organisations signataires demandent aux responsables politiques belges de condamner l'usage excessif de la force, et d'exhorter le gouvernement colombien à respecter les droits humains et syndicaux, à garantir l'exercice du droit légitime à la protestation sociale et le respect des accords de paix. Nous demandons également une interpellation de l'ambassade de Colombie en Belgique et le soutien à la demande des organisations de la société civile d'une investigation internationale.

Veuillez agréer l'expression de nos salutations distinguées,



Geoffrey Goblet,
Secrétaire Général
Centrale générale FGTB



Rafael Lamas,
Administrateur
IFSI-ISVI



Thierry Bodson, Président
FGTB fédérale



Veronique Wemaere,
Directrice
Solsoc



Tanguy Cornu, Co-président
FGTB-HORVAL



Annuschka Vandewalle,
Secrétaire générale
FOS



Caroline Copers,
Secrétaire générale
Vlaams ABVV